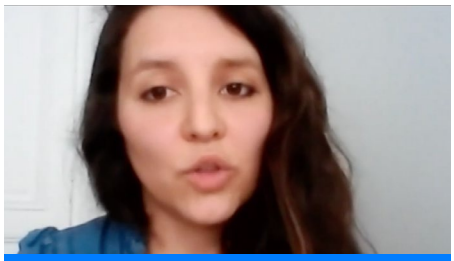
Atelier 1 : Intervenir sur tous les **lieux de vie étudiante**

Le premier atelier de cette première après-midi des RDVSE *était placé sous le signe d'une volonté forte d'organisation, à l'échelle des territoires comme des établissements, d'une mobilisation des acteurs, dans leur intégralité, pour toucher les étudiants* « là où ils vivent et non uniquement là où ils étudient. »

Premier temps de cet atelier : le programme *Happsy Line* développé par *Apsytude*, et sa mise en œuvre concrète chez *Nexity Studéa*. Julie de Sousa et Antoine Idelovici, référents partenariats d'*Apsytude*, ont présenté leur association et son outil spécifique *Happsy'Line*, de vidéo-consultations avec un psychologue permettant un accompagnement psychologique et une écoute confidentielle, sur des horaires volontairement *« flottants »* [voir *UT 146, pages 16-17]*. Un outil qui, pour les partenaires (*Crous*, *Nexity Studéa*, établissements d'enseignement supérieur...), prenant en général en charge son financement, permet d'apporter *« une réponse harmonisée sur des territoires hétérogènes »*, avec *« une grande amplitude horaire »*, et particulièrement pertinent quand *« les locaux de nos partenaires ne sont pas adaptés pour accueillir en présentiel ou lorsque les étudiants sont peu présents sur site. »* D'autant que le distanciel en tant que tel présente des résultats comparables à ceux du présentiel, et même des avantages supérieurs pour certains publics jeunes en difficulté ou fragilité psychologique.

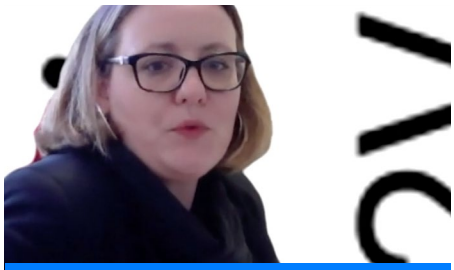
Exemple concret côté "partenaires", avec Christophe Ladurelli, Directeur commercial, marketing et patrimoine chez *Nexity Studéa*, qui est revenu sur ce partenariat tissé avec *Apsytude* *« depuis 2018, après une rencontre à l'occasion des R*endez-vous du logement étudiant *»* [voir *UT 146, page 18]*. Une *« brique essentielle »* dans le cadre d'un plan général d'évolution de sa structure, avec un déploiement progressif dans les résidences au fil des ans (depuis le premier confinement, l'ensemble des 15 000 étudiants concernés ont accès à *Happsy Line*). Il a listé l'intérêt pour eux (et pour les étudiants) à proposer des consultations à distance, gratuites pour les locataires. *« Un partenariat essentiel pour nous*, a-t-il conclu, *et dont le succès est indéniable. »* Suite à des questions, ces premiers intervenants se sont accordés pour dire qu'aujourd'hui, 2 à 5 séances sont nécessaires pour régler les problèmes de la majorité des étudiants - avec un délai d'attente moyen de 15 jours pour une première séance.

Tiffany Audoux, Présidente du *Réseau des responsables de vie étudiante (R2VE)*, a ensuite présenté la structure qu'elle dirige : un *« tout jeune réseau créé en 2014 »*, qui a permet d'échanger entre responsables de vie étudiante et de participer à la politique nationale «vie étudiante». Elle est venue pour expliquer en quoi *« la vie étudiante a été, et continue à être ultra-mobilisée pendant cette période »* [voir *UT 145, pages 15-16]*, notamment grâce à la *Contribution vie étudiante et de campus (CVEC)*, même si *« des couacs demeurent, avec des étudiants qui ne bénéficient toujours pas des offres de santé que nous pouvons offrir. »* Pour elle, il faut faire un effort pour *« mieux faire connaître les services de santé étudiante »*, par exemple grâce au développement des "étudiants relais santé", ou en réimposant aux étudiants de licence un rendez-vous avec ces services. Il s'agit aussi d'augmenter le nombre de médecins de prévention, de psychologues, d'augmenter



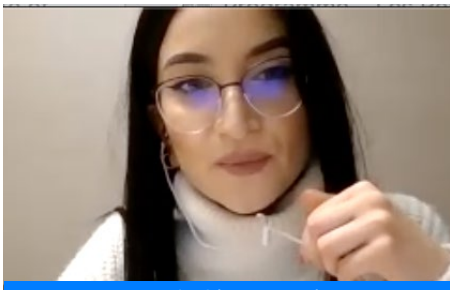
Julie de Sousa, *référente partenariats* d'Apsytude

Christophe Ladurelli, *Directeur commercial, marketing et patrimoine chez* Nexity Studéa

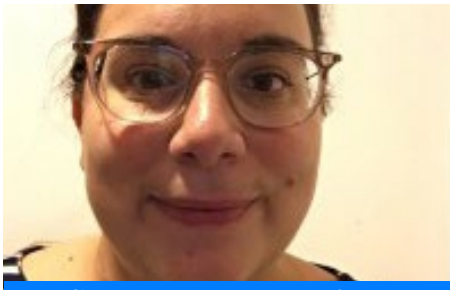


Tiffany Audoux, *Présidente du* Réseau des responsables de vie étudiante *(R2VE)*

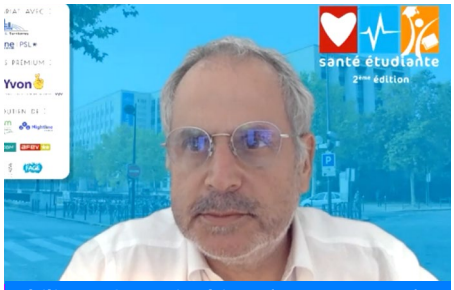
le nombre de séances possiblement couvertes par le «chèque psy», ou de multiplier les initiatives comme celle de *Nightline*. Le tout pour *« permettre aux étudiants de ne pas sombrer. »* Une intervention qui a permis à Nicolas Delesque d'offrir un contrepoint international, sur la manière dont des éta-



Laura Pancetti, *Chargée de projet prévention santé & solidarité de la* MGEL / Groupe VYV



Maryline Komar, *Directrice du développement de la* MGEL / Groupe VYV



Philippe Campinchi, *Délégué général de l'*Association interprofessionnelle des résidences services étudiants (AIRES)

blissements comme l'*Université du Québec* mettent bien plus en avant le bien-être étudiant. La question a été également débattue de la pertinence qu'il y aurait éventuellement à dédier une enveloppe de la *CVEC* à la santé mentale étudiante.

Suite aux interventions de la matinée des responsables mutualistes, la parole était ensuite donnée à Laura Pancetti et Maryline Komar, respectivement Chargée de projet prévention santé & solidarité et Directrice du développement de la *MGEL / Groupe VYV*, qui ont présenté le rôle de ces acteurs aujourd'hui, en termes de prévention et de promotion de la santé. Pour elles, *« le challenge, c'est de se réinventer pour créer la nouvelle vie étudiante. »* Elles ont alors présenté quelques exemples de collaborations avec des établissements, acteurs de la vie étudiante, collectivités locales, et des éléments concrets mis en place pendant la crise sanitaire (cellule COVID avec appels de courtoisie à destination des adhérents et locataires, distribution de kits, service de téléconsultation, actions de prévention par les pairs ; création d'un fonds social dédié, de collectes et chèques alimentaires et d'animations dans les résidences, 370 opérations de promotion de la santé en 2019/2020…).

Elles sont aussi revenues sur le *Baromètre santé* mis en place depuis 2016 par la *MGEL [voir UT 146, pages 7-8]*. Ce temps a donné aussi l'occasion aux participants de faire un point précis sur l'état et les nouvelles fonctions des mutuelles après la fin du régime social étudiant : *« Les mutuelles étudiantes qui survivent aujourd'hui*, a conclu Maryline Komar, *sont celles qui ont su se diversifier, tout en pensant à la vie étudiante »*, logement compris. Les questions ayant suivi ces interventions ont aussi permis de réaffirmer la nécessité d'une coordination entre acteurs pour assurer, à tout le moins, une meilleure information mutuelle sur les dispositifs existants : *« Aujourd'hui,* selon la Directrice du développement de la *MGEL*, *s'y retrouver exige un travail titanesque. »*

Philippe Campinchi, Délégué général de l'*Association interprofessionnelle des résidences services étudiants (AIRES)*, a alors présenté cette structure, *« qui regroupe l'ensemble des exploitants de résidences pour étudiants dans le parc social »* hors-*Crous* (*« près de 200 000 logements »*). Il

Lionel Lérissel, *Directeur général de la* SMERRA

Anne Gobin, *Directrice générale d'*ARPEJ

l'a affirmé, la crise actuelle a permis une accélération de la *« multiplicité d'initiatives »* mises en place par ces acteurs, dont il est malaisé de dresser l'inventaire exhaustif *[voir UT 146, pages 11-12]*. Il a alors donné la parole, pour *« décrire ce qui se fait au quotidien »*, à des représentants comme Lionel Lérissel (*SMERRA / Logifac / Fac Habitat*), notamment sur la *« sollicitation des personnels en résidences (qui l'ont accepté) pour qu'ils se forment à la détection des risques en santé mentale, puis à la réorientation vers des professionnels »*, avec des *« webinaires de retour d'expériences »* ; Anne Gobin, Directrice générale d'*ARPEJ*, qui a décrit les différentes étapes ayant eu lieu, d'un diagnostic sur les jeunes restés en résidences ou non, puis sur la santé de ceux qui y étaient restés, avant la multiplication des actions de maintien du contact, de propositions d'activités et de distributions de repas. Là encore, *« on a mobilisé l'intégralité des équipes, en s'appuyant sur nos travailleurs sociaux »* dès qu'un jeune était repéré comme en détresse, et *« nous avons travaillé avec les territoires, en faisant feu de tout bois. »*

Les questions-réponses qui ont suivi ont abordé un éventail très large de sujets, des contacts tissés et informations délivrées aux établissements à l'insuffisant recours aux pairs dans la délivrance d'un message général sur la santé (malgré les déclarations unanimement volontaristes à ce sujet), en passant par les innovations stimulantes (mais aussi aux limites évidentes) liées au nouveaux outils suite au passage généralisé en distanciel.